

# **Badische Landesbibliothek Karlsruhe**

**Digitale Sammlung der Badischen Landesbibliothek Karlsruhe**

## **Journal officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne. 1945-1949 1947**

59 (6.3.1947)

# JOURNAL OFFICIEL

DU COMMANDEMENT EN CHEF FRANÇAIS EN ALLEMAGNE  
**GOVERNEMENT MILITAIRE DE LA ZONE FRANÇAISE D'OCCUPATION**

*Amtsblatt des französischen Oberkommandos in Deutschland*

Ordonnances, Arrêtés et Règlements Décisions réglementaires  
 Décisions, Circulaires, Avis, Communications, Informations,  
 Annonces légales

Verordnungen, Verfügungen, Beschlüsse, Ausführungsbestimmungen  
 Anordnungen, Runderlasse, Benachrichtigungen, Mitteilungen,  
 Amtl. Veröffentlichungen, Öffentl. Zustellung

Le texte français seul fait foi, la traduction n'ayant qu'un caractère d'information.

Allein der französische Text ist amtlich; die deutsche Übersetzung gilt nur als Information.

Direction, Rédaction, Administration

Leitung, Redaktion, Verwaltung

Journal Officiel, 2 Bäderstraße, Baden-Baden.

Abonnement: 25 numéros, 10 Marks.  
 Annonces légales: 3 pfg la ligne.

Abonnement: 25 Blätter: 10 M  
 Öffentliche Zustellung die Zeile 3 Pfg.

**Pour toute réclamation joindre la dernière bande reçue**

**Jeder Reklamation ist das letzte Streifenband beizufügen**

## SOMMAIRE

Pages

Ordonnances, Arrêtés, Décisions du Commandement en Chef  
 Français en Allemagne.

Ordonnance No 80 en date du 3 Mars 1947 portant abro-  
 gations et modifications à l'Ordonnance No 2 du  
 Commandant en Chef Français en Allemagne con-  
 cernant la création des Journaux Officiels dans la  
 Zone Française d'Occupation . . . . . 584

Ordonnance No 81 en date du 3 Mars 1947 portant modifi-  
 cations de la Loi No 52 du Commandement  
 Suprême Interallié relative au blocage et au  
 contrôle des Biens ainsi que de l'Ordre Géné-  
 ral No 1 et des Licences Générales No 1, 2, 3,  
 4, et 5 pris en application de la Loi No 52 . . . . . 585

Loi No 52 du Commandement Suprême Interallié relative au  
 blocage et au contrôle des Biens . . . . . 586

Ordre Général No 1 . . . . . 589

Licence Générale No 1 . . . . . 593

Licence Générale No 2 . . . . . 594

Licence Générale No 3 . . . . . 595

Licence Générale No 4 . . . . . 595

Licence Générale No 5 . . . . . 595

## INHALT

Seite

Verordnungen, Verfügungen und Bestimmungen des Commandant  
 en Chef Français en Allemagne.

VERORDNUNG Nr. 80 vom 3. März 1947, über Aufhebung und  
 Abänderung der Verordnung Nr. 2 des Com-  
 mandant en Chef Français en Allemagne be-  
 treffend die Herausgabe von Amtsblättern in  
 der Zone Française d'Occupation . . . . . 584

VERORDNUNG Nr. 81 vom 3. März 1947, betreffend An-  
 derung des Gesetzes Nr. 52 des Commande-  
 ment Suprême Interallié über Sperre und  
 Kontrolle von Vermögen sowie der Allge-  
 meinen Vorschrift Nr. 1 und der auf Grund des  
 Gesetzes Nr. 52 erteilten Allgemeinen Geneh-  
 migungen Nr. 1, 2, 3, 4 und 5 . . . . . 585

GESETZ Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über  
 die Sperre und Kontrolle von Vermögen . . . . . 586

ALLGEMEINE ANORDNUNG Nr. 1 . . . . . 589

ALLGEMEINE GENEHMIGUNG Nr. 1 . . . . . 593

ALLGEMEINE GENEHMIGUNG Nr. 2 . . . . . 594

ALLGEMEINE GENEHMIGUNG Nr. 3 . . . . . 595

ALLGEMEINE GENEHMIGUNG Nr. 4 . . . . . 595

ALLGEMEINE GENEHMIGUNG Nr. 5 . . . . . 595

BERICHTIGUNG VERFUGUNG Nr. 30 des Commandant en  
 Chef (nur deutscher Text) . . . . . 596

## ORDONNANCES DU COMMANDANT EN CHEF

## ORDONNANCE No 80

portant abrogations et modifications à l'Ordonnance No 2 du Commandant en Chef Français en Allemagne concernant la création des Journaux Officiels dans la Zone Française d'Occupation.

Le Commandant en Chef Français en Allemagne,

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création, d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1946,

Vu l'ordonnance No 1 du Commandant en Chef Français en Allemagne en date du 28 Juillet 1945,

Vu l'ordonnance No 2 en date du 22 Août 1945 concernant la création des Journaux Officiels dans la Zone Française d'Occupation,

Vu l'arrêté No 187 de l'Administrateur Général en date du 31 Octobre 1946 portant création d'une Régie Autonome des Publications Officielles dans la Zone Française d'Occupation,

Vu la loi No 38 du Conseil de Contrôle en Allemagne en date du 30 Octobre 1946 modifiant l'article 204 du Code de Procédure civile (Zivilprozeßordnung),

Vu la proclamation No 2 du Conseil de Contrôle en date du 20 Septembre 1945 sur les exigences additionnelles à imposer à l'Allemagne, Section IV, Article 10,

Sur la proposition de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation,

Le Comité Juridique entendu :

## ORDONNE :

ART. 1. — L'article 2 de l'ordonnance No 2 est modifié comme suit :

Les ordonnances, arrêtés et règlements ainsi que les décisions réglementaires, circulaires, avis, communications et informations émanant des Autorités du Commandement en Chef Français en Allemagne, seront publiés au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

ART. 2. — L'article 5 de l'ordonnance No 2 est modifié comme suit :

Sauf dispositions contraires les textes publiés au Journal Officiel sont exécutoires un jour franc après l'arrivée de la publication dans le cercle. Cette arrivée sera constatée sur un registre spécial tenu sous la responsabilité du Landrat. Les décisions insérées au Journal Officiel, antérieurement portées à la connaissance du public par voie d'affichage entrent en vigueur dès l'affichage.

ART. 3. — L'article 6 de l'ordonnance No 2 est modifié comme suit :

Le Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne est le Journal Périodique désigné par le Commandement en Chef Français en Allemagne en vertu de la loi No 38 du Conseil de Contrôle pour la publication, des annonces légales en vertu d'un texte législatif ou d'une décision de justice.

ART. 4. — L'article 7 de l'ordonnance No 2 est modifié comme suit :

Une traduction en Allemand des textes publiés au Journal Officiel, intéressant la population allemande sera insérée en regard du texte officiel français.

## VERORDNUNGEN

## VERORDNUNG Nr. 80

über Aufhebung und Abänderung der Verordnung Nr. 2 des Commandant en Chef Français en Allemagne betreffend die Herausgabe von Amtsblättern in der Zone Française d'Occupation.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 1 des Commandant en Chef Français en Allemagne vom 28. Juli 1945,

Verordnung Nr. 2 vom 22. August 1945 betreffend die Herausgabe von Amtsblättern in der Zone Française d'Occupation,

Verfügung Nr. 187 des Administrateur Général vom 31. Oktober 1946 betreffend Errichtung einer Unabhängigen Verwaltung der amtlichen Veröffentlichungsorgane der Zone Française d'Occupation,

Gesetz Nr. 38 des Kontrollrats in Deutschland vom 30. Oktober 1946 betreffend Änderung des Artikels 204 der Zivilprozeßordnung,

Proklamation Nr. 2 des Kontrollrats vom 20. September 1945 über Zusätzliche an Deutschland gestellte Forderungen, Abschnitt IV Ziffer 10

folgende

## VERORDNUNG :

Artikel 1. Artikel 2 der Verordnung Nr. 2 wird folgendermaßen abgeändert:

„Die von den Behörden des Commandement en Chef Français en Allemagne ausgehenden Verordnungen, Verfügungen und Bestimmungen sowie Ausführungsanordnungen, Runderlasse, Bekanntmachungen, Mitteilungen und Benachrichtigungen werden im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland veröffentlicht.“

Artikel 2. Artikel 5 der Verordnung Nr. 2 wird folgendermaßen geändert:

„Vorbehaltlich entgegenstehender Vorschriften treten die im Amtsblatt erfolgten Veröffentlichungen 24 Stunden nach ihrem Eintreffen im Kreise in Kraft. Das Eintreffen der Veröffentlichungen ist in einem unter der Verantwortlichkeit des Landrats zu führenden Sonderregister festzustellen. Die im Amtsblatt erschienenen Bestimmungen, die schon vorher durch Anschlag zur öffentlichen Kenntnis gebracht worden sind, treten mit dem Zeitpunkt in Kraft, in dem der Anschlag erfolgt.“

Artikel 3. Artikel 6 der Verordnung Nr. 2 wird folgendermaßen geändert:

„Das Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland ist das Kraft Gesetzes Nr. 38 des Kontrollrats vom Commandement en Chef Français en Allemagne für amtliche Veröffentlichungen und öffentliche Zustellungen auf Grund gesetzlicher Vorschrift oder richterlicher Entscheidung bestimmte, regelmäßig erscheinende Blatt.“

Artikel 4. Artikel 7 der Verordnung Nr. 2 wird folgendermaßen geändert:

„Dem offiziellen französischen Text wird eine deutsche Übersetzung der im Amtsblatt erschienenen Veröffentlichungen, soweit sie die deutsche Bevölkerung interessieren, gegenübergestellt.“

Le reste sans changement.

ART. 5. — Pour les ressortissants Français en Zone Française d'Occupation, le Journal Officiel édite un supplément en langue française. Ce supplément délivré aux Autorités, Services et personnes françaises a valeur de publication vis-à-vis des Autorités et ressortissants français dans les conditions de l'article 2 de la présente ordonnance.

ART. 6. — L'article 8 de l'ordonnance No 2 est modifié comme suit :

Toutes les municipalités de la Zone Française d'Occupation ainsi que toutes les Administrations publiques allemandes seront obligatoirement abonnées au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne.

ART. 7. — La Régie Autonome des Publications Officielles dans la Zone Française d'Occupation jouit de la franchise pour toutes ses opérations postales, téléphoniques et télégraphiques. La poste allemande sera utilisée pour ces opérations.

ART. 8. — Les articles 3, 4, 9, 10, 11, 12, 13, de l'ordonnance No 2 sont abrogés.

ART. 9. — La présente ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 3 Mars 1947

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG

#### ORDONNANCE No 81

portant modifications de la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié relative au blocage et au contrôle des Biens ainsi que de l'Ordre Général No 1 et des Licences Générales No 1, 2, 3, 4 et 5 pris en application de la loi No 52.

Vu le décret du 15 Juin 1945 portant création d'un Commandement en Chef Français en Allemagne, modifié par celui du 18 Octobre 1945;

Vu l'Ordonnance No 1 du 28 Juillet 1945 du Commandant en Chef maintenant en vigueur les ordonnances et règlements promulgués par ou sous l'autorité du Commandement Suprême Interallié ;

Vu la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié relative au blocage et au contrôle des Biens ;

Sur la proposition de l'Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation ;

Le Comité Juridique entendu,

ORDONNE :

ART. 1. — Le § b de l'article 1 de la loi No 52 du Commandement Suprême Interallié relative au blocage et au contrôle des Biens est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

„les Gouvernements, les ressortissants ou résidents de Nations autres que l'Allemagne qui ont été en état de guerre avec une des Nations Unies à quelque époque que ce soit depuis le 1er septembre 1939 ;“

Im übrigen bleibt Artikel 7 unverändert.

Artikel 5. Für die in der Zone Française d'Occupation befindlichen französischen Staatsangehörigen gibt das Amtsblatt ein Zusatzblatt in französischer Sprache heraus. Dieses Zusatzblatt das Behörden, Dienststellen und Einzelpersonen französischer Staatsangehörigkeit geliefert wird, hat gegenüber den französischen Behörden und Staatsangehörigen nach Maßgabe des Artikels 2 dieser Verordnung die Wirkung der öffentlichen Bekanntmachung.

Artikel 6. Artikel 8 der Verordnung Nr. 2 wird folgendermaßen geändert:

„Alle Gemeinden in der Zone Française d'Occupation und alle deutschen Behörden der öffentlichen Verwaltung sind verpflichtet, das Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu abonnieren.“

Artikel 7. Die Unabhängige Verwaltung der amtlichen Veröffentlichungsorgane in der Zone Française d'Occupation genießt im Post-, Telefon- und Telegrammverkehr vollkommene Gebührenfreiheit.

Artikel 8. Die Artikel 3, 4, 9, 10, 11, 12, 13 der Verordnung Nr. 2 werden aufgehoben.

Artikel 9. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und in der Zone Française d'Occupation als Gesetz auszuführen.

BADEN-BADEN, den 3. März 1947

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandement en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG

#### VERORDNUNG Nr. 81

betreffend Änderung des Gesetzes Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über Sperre und Kontrolle von Vermögen sowie der Allgemeinen Vorschrift Nr. 1 und der auf Grund des Gesetzes Nr. 52 erteilten Allgemeinen Genehmigungen Nr. 1, 2, 3, 4 und 5.

Der Commandant en Chef Français en Allemagne erläßt auf Vorschlag des Administrateur Général, Adjoint pour le Gouvernement Militaire de la Zone Française d'Occupation nach Anhörung des Comité Juridique unter Bezugnahme auf

Dekret vom 15. Juni 1945 über Errichtung eines Commandement en Chef Français en Allemagne, abgeändert durch Dekret vom 18. Oktober 1945,

Verordnung Nr. 1 des Commandant en Chef vom 28. Juli 1945 über Aufrechterhaltung der vom Commandement Suprême Interallié erlassenen Verordnungen und Bestimmungen,

Gesetz Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über Sperre und Kontrolle von Vermögen

folgende

VERORDNUNG

Artikel 1. Artikel 1 Absatz 1 b des Gesetzes Nr. 52 des Commandement Suprême Interallié über Sperre und Kontrolle von Vermögen wird aufgehoben und durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Regierungen, Staatsangehörige oder Einwohner von Staaten, mit Ausnahme Deutschlands, die sich mit einer der Vereinigten Nationen zu irgendeinem Zeitpunkt seit dem 1. September 1939 im Kriegszustand befunden haben.“

ART. 2. — La loi No 52 ainsi modifiée sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne ainsi que l'Ordre Général No 1 pris en application de la loi No 52 et licences générales No 1, 2, 3, 4 et 5 accordées en vertu de la loi No 52.

ART. 3. — La présente Ordonnance sera publiée au Journal Officiel du Commandement en Chef Français en Allemagne et exécutée comme loi dans la Zone Française d'Occupation.

BADEN-BADEN, le 3 Mars 1947

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandant en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG

Artikel 2. Das so abgeänderte Gesetz Nr. 52 ist im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen, desgleichen die zur Ausführung des Gesetzes Nr. 52 erlassene allgemeine Vorschrift Nr. 1 und die auf Grund des Gesetzes Nr. 52 erteilten Allgemeinen Genehmigungen Nr. 1, 2, 3, 4 und 5.

Artikel 3. Diese Verordnung ist im Amtsblatt des Französischen Oberkommandos in Deutschland zu veröffentlichen und in der Zone Französische d'Occupation als Gesetz auszuführen.

BADEN-BADEN, den 3. März 1947

Le Général d'Armée KOENIG  
Commandement en Chef Français en Allemagne  
P. KOENIG

## LOI NO 52

relative au blocage et au contrôle des biens

### ARTICLE PREMIER

#### Catégories de biens

1. — Tout bien situé en territoire allemand occupé qui, directement, en totalité ou en partie, appartient à ou est contrôlé par une des personnes suivantes, est par la présente loi déclaré sujet à confiscation ou à saisie ou soumis à toute autre mesure de contrôle ou d'administration édictée par le Gouvernement Militaire:

- a) le Reich allemand ou l'un de ses Länder, Gaue ou Provinces, ou autres subdivisions politiques analogues, ou l'un des organismes ou services en dépendant, y compris les services d'utilité publique, les entreprises, les corporations publiques ou les monopoles contrôlés par eux;
- b) les Gouvernements, les ressortissants ou résidents de Nations autres que l'Allemagne, qui ont été en état de guerre avec une des Nations Unies à quelque époque que ce soit depuis le 1er septembre 1939;
- c) la N.S.D.A.P., tous offices, départements, services et organisations en faisant partie, rattachés à ou contrôlés par elle, leurs fonctionnaires et leurs membres dirigeants ou adhérents qui pourraient être désignés par le Gouvernement Militaire;
- d) toutes personnes aussi longtemps qu'elles sont arrêtées ou détenues de quelque manière que ce soit par le Gouvernement Militaire;
- e) tous organisations, cercles ou autres associations interdits ou dissous par le Gouvernement Militaire;
- f) les propriétaires absents, y compris les Gouvernements des Nations Unies et les Gouvernements Neutres;
- g) toutes autres personnes désignées par le Gouvernement Militaire par inscription sur des listes ou de toute autre manière.

2. — Les biens qui ont été l'objet d'un transfert sous contrainte, de confiscation injustifiée, de dépossession ou de spoliation en Allemagne ou dans des territoires situés hors de l'Allemagne, que ce soit en vertu d'une procédure légale ou prétendue telle ou de toute autre manière, sont par la présente loi également déclarés sujets à confiscation ou à saisie ou soumis à toute autre mesure de contrôle ou d'administration édictée par le Gouvernement Militaire.

## GESETZ Nr. 52

über die Sperre und Kontrolle von Vermögen

### Artikel I

#### Arten von Vermögen

1. — Vermögen im besetzten deutschen Gebiet, das unmittelbar oder mittelbar, ganz oder teilweise im Eigentum oder unter der Kontrolle einer der folgenden Personen steht, wird durch dieses Gesetz entweder der Einziehung oder der Beschlagnahme oder jeder anderen von der Militärregierung angeordneten Maßnahme der Kontrolle oder Verwaltung unterworfen:

- a) das Deutsche Reich oder seine Länder, Gaue oder Provinzen oder andere Verwaltungsbezirke oder eine ihrer Verwaltungs- und Amtsstellen, einschließlich der von ihnen abhängigen gemeinwirtschaftlichen Nutzungsbetriebe, Unternehmen, Körperschaften des öffentlichen Rechts oder Monopole;
- b) Regierungen, Staatsangehörige oder Einwohner von Staaten, mit Ausnahme Deutschlands, die sich mit einer der Vereinigten Nationen zu irgendeinem Zeitpunkt seit dem 1. September 1939 im Kriegszustand befunden haben;
- c) die NSDAP, alle Ämter, Abteilungen, Stellen und Organisationen, die zu ihr gehören, ihr angeschlossen oder von ihr abhängig sind, ihre Beamten sowie diejenigen ihrer leitenden Mitglieder oder Anhänger, die von der Militärregierung bezeichnet werden;
- d) alle von der Militärregierung in Haft oder anderen Gewahrsam genommenen Personen für die Dauer dieser Haft oder dieses Gewahrsams;
- e) alle von der Militärregierung verbotenen oder aufgelösten Organisationen, Klubs oder andere Vereinigungen;
- f) abwesende Eigentümer, einschließlich der Regierungen der Vereinigten Nationen und der neutralen Regierungen;
- g) alle anderen von der Militärregierung durch Auführung in Listen oder auf andere Weise bezeichneten Personen.

2. — Vermögen, das Gegenstand von Übertragung unter Zwang, ungerechtfertigter Einziehung, Enteignung oder Wegnahme in Deutschland oder in Gebieten außerhalb Deutschlands gewesen ist, wird ebenfalls ohne Rücksicht darauf, ob dies auf Grund eines gesetzlichen Verfahrens oder unter dem Vorwand eines gesetzlichen Verfahrens oder auf irgendeine andere Weise geschehen ist, durch dieses Gesetz der Einziehung oder der Beschlagnahme oder jeder anderen von der Militärregierung angeordneten Maßnahme der Kontrolle oder Verwaltung unterworfen.

## ARTICLE II

## Opérations interdites

3. — Sauf dans les cas indiqués ci-dessous ou à moins que le Gouvernement Militaire n'ait accordé une licence ou donné un ordre contraire, personne ne devra importer, acquérir, ou recevoir, trafiquer, vendre, louer, transférer, exporter, hypothéquer ou disposer autrement de, détruire ou abandonner la possession, la garde ou le contrôle de tous biens:

- a) énumérés à l'article Ier ci-dessus;
- b) appartenant à ou contrôlés par un Kreis, une commune ou une autre subdivision politique analogue;
- c) appartenant à ou contrôlés par une institution consacrée au culte, à la charité, à l'éducation, aux arts ou aux sciences;
- d) constituant des oeuvres d'art ou des objets culturels de valeur ou d'importance, quelle que soit la personne qui en a la propriété ou le contrôle.

## ARTICLE III

## Gestion des biens

4. — Tous gardiens, curateurs, fonctionnaires, ou toutes autres personnes se trouvant en possession ou ayant la garde ou le contrôle des biens énumérés aux articles Ier et II ci-dessus sont tenus:

- a) i) de les administrer conformément aux ordres du Gouvernement Militaire; de ne pas les transférer, les délivrer ou en disposer d'une façon quelconque avant d'en avoir reçu l'ordre;
- ii) de les préserver, les conserver, les sauvegarder et ne pas entreprendre ou permettre d'actions qui pourraient en diminuer la valeur ou l'utilité;
- iii) de tenir à jour des livres et des comptes de ces biens et de leurs revenus;
- b) à la date fixée par le Gouvernement Militaire et sur son ordre,
  - i) d'établir des rapports contenant tous renseignements nécessaires au sujet de ces biens et mentionnant toutes recettes et dépenses qui s'y rapportent;
  - ii) de transmettre ou de remettre la garde, la possession ou le contrôle de ces biens et tous livres, registres et comptabilités s'y rapportant et
  - iii) de rendre compte de ces biens ainsi que de tous leurs revenus et produits.

5. — Nul ne doit commettre, causer ni permettre un acte ou une omission de nature à provoquer un dommage à ou la dissimulation de l'un des biens visés par la présente loi.

## ARTICLE IV

## Fonctionnement des entreprises commerciales — Utilisation des biens des Collectivités Publiques

6. — Sauf ordres contraires du Gouvernement Militaire, et restrictions ultérieures imposées par celui-ci:

- a) Toute entreprise commerciale sujette à contrôle aux termes de la présente loi peut se livrer à toutes transactions qui résultent habituellement de la conduite normale de ses activités commerciales en territoire allemand occupé, à condition que cette entreprise commerciale ne se livre pas à des transactions qui, de façon directe ou indirecte, diminueraient réellement ou mettraient en péril sa valeur ou qui, de toute autre manière, affecteraient dangereusement sa situation financière. Ceci n'autorise cependant pas des transactions qui sont interdites pour tous autres motifs que ceux de la présente loi.
- b) Les biens visés à l'article Ier — 1a) seront utilisés conformément à leur affectation normale dans la mesure où le Gouvernement Militaire ne l'interdit pas.

## Artikel II

## Verbotene Handlungen

3. — Niemand darf, soweit nicht in diesem Gesetz etwas anderes bestimmt ist oder sofern nicht die Militärregierung eine Genehmigung oder anderweitige Anweisung dazu erteilt hat, Vermögen der nachstehend bezeichneten Art einführen, erwerben oder in Empfang nehmen, damit handeln, es verkaufen, vermieten oder verpachten, übertragen, ausführen, verpfänden, belasten oder in anderer Weise darüber verfügen, es zerstören oder den Besitz, den Gewahrsam oder die Kontrolle darüber aufgeben:

- a) Vermögen, das in Artikel I aufgeführt ist;
- b) Vermögen, das im Eigentum oder unter der Kontrolle eines Kreises, einer Gemeinde oder einer sonstigen staatlichen oder kommunalen Verwaltung steht;
- c) Vermögen, das im Eigentum oder unter der Kontrolle einer Anstalt steht, die dem Gottesdienst, der Wohlfahrt, der Erziehung, der Kunst oder der Wissenschaft gewidmet ist;
- d) Kunstgegenstände oder Kulturgegenstände von Wert oder Bedeutung ohne Rücksicht darauf, wer Eigentümer ist oder die Kontrolle darüber ausübt.

## Artikel III

## Verwaltung von Vermögen

4. — Alle Verwahrer, Pfleger, Amtspersonen oder andere Personen, die Vermögen der in Artikel I oder II bezeichneten Art in Besitz, Gewahrsam oder Kontrolle haben, müssen:

- a) (i) das Vermögen nach den Weisungen der Militärregierung verwalten und dürfen es ohne deren Weisung weder übertragen noch aushändigen noch in anderer Weise darüber verfügen;
- (ii) das Vermögen pfleglich behandeln, erhalten und sicherstellen und dürfen keine Handlungen vornehmen oder zulassen, die den Wert oder die Brauchbarkeit dieses Vermögens beeinträchtigen könnten;
- (iii) genaue Aufzeichnungen und Rechnung über das Vermögen und dessen Erträge führen;
- b) zu dem von der Militärregierung festgesetzten Zeitpunkt und nach Maßgabe ihrer Weisungen
  - (i) Berichte aufstellen, die alle erforderlichen Angaben bezüglich dieses Vermögens und aller damit im Zusammenhang stehenden Einnahmen und Ausgaben enthalten;
  - (ii) den Gewahrsam, den Besitz oder die Kontrolle dieses Vermögens sowie alle darauf bezüglichen Bücher, Aufzeichnungen und Abrechnungen übertragen oder aushändigen und
  - (iii) über das Vermögen und über alle daraus herrührenden Einkünfte und Erträge Rechnung legen.

5. — Niemand darf eine Handlung oder Unterlassung begehen, verursachen oder zulassen, welche die Beschädigung oder die Verheimlichung von Vermögen, das den Bestimmungen dieses Gesetzes unterliegt, zur Folge haben würde.

## Artikel IV

## Weiterführung von geschäftlichen Unternehmen Verwendung öffentlichen Vermögens

6. — Vorbehaltlich anderweitiger Anordnungen und weiterer Beschränkungen seitens der Militärregierung

- a) kann jedes geschäftliche Unternehmen, das der Kontrolle gemäß diesem Gesetz unterliegt, alle Geschäfte eingehen, welche die normale Führung seines Betriebes im besetzten deutschen Gebiet mit sich bringt, unter der Bedingung, daß das Unternehmen keine Geschäfte eingeht, die unmittelbar oder mittelbar den Wert des Unternehmens vermindern oder gefährden oder seine finanzielle Lage in sonstiger Weise nachteilig beeinflussen würden. Diese Bestimmungen ermächtigt indessen nicht zur Eingehung von Geschäften, die aus anderen als auf diesem Gesetz beruhenden Gründen verboten sind;
- b) darf Vermögen der in Artikel I, 1a) bezeichneten Art seinem normalen Gebrauchszweck gemäß verwendet werden, soweit dies nicht von der Militärregierung untersagt wird.

## ARTICLE V

## Transactions nulles

7. — Sont nuls et non avenus: toute transaction interdite faite sans licence dûment octroyée ou sans l'autorisation du Gouvernement Militaire et tout transfert, contrat ou arrangement effectué ou conclu soit antérieurement, soit postérieurement à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, en vue de faire échec aux pouvoirs ou de déjouer les intentions du Gouvernement Militaire ou bien encore d'échapper à la restitution de tous biens à leurs propriétaires légitimes.

## ARTICLE VI

## Conflits de lois

8. — En cas de conflit avec toute loi allemande, la présente loi et les ordres pris en exécution de celle-ci prévaudront. Sont suspendus par la présente loi, tous lois, décrets et ordonnances allemands portant saisie, confiscation ou vente forcée de biens énumérés aux articles Ier et II.

## ARTICLE VII

## Définitions

9. — Pour l'application de la présente loi, les termes suivants sont ainsi définis:

- a) „Personne”, signifiera toute personne physique, toute collectivité et toute personne morale de droit public ou de droit privé, tout gouvernement, y compris toutes subdivisions politiques, corporations publiques, leurs organismes et services;
- b) „Entreprises commerciales” signifiera toute personne définie ci-dessus qui s'occupe d'affaires commerciales ou autres ou de prévoyance sociale;
- c) „Biens” signifiera: tous biens meubles et immeubles, tous droits et intérêts dans ou créances sur de tels biens, présents et à venir. Ce terme comprendra, sans que l'énumération suivante soit limitative, le sol et les constructions, le numéraire, les participations, les actions, les droits de propriété industrielle, artistique et littéraire s'y rapportant ou tous autres titres de propriété ainsi que les valeurs mobilières, comptes en banque, créances, obligations et autres titres de créance, les oeuvres d'art et autres biens culturels;
- d) „Ressortissant” d'un état ou d'un gouvernement signifiera: tout sujet ou citoyen ainsi que toute société de personnes ou de capitaux ou toute autre personne morale relevant des lois de cet état ou gouvernement ou ayant son principal établissement sur le territoire de cet état ou gouvernement;
- e) „Allemagne” signifiera le territoire constituant „das Deutsche Reich” à la date du 31 décembre 1937.

## ARTICLE VIII

## Sanctions

10. Quiconque enfreindra l'une des prescriptions de la présente loi sera, après constatation de sa culpabilité par un tribunal du Gouvernement Militaire, puni d'une peine prévue par la loi, y compris éventuellement la peine de mort, que le tribunal déterminera.

## ARTICLE IX

## Entrée en vigueur de la loi

11. — La présente loi entrera en vigueur dès la date de sa promulgation.

PAR ORDRE DU GOUVERNEMENT MILITAIRE.

## Artikel V

## Nichtige Geschäfte

7. — *Nichtig und unwirksam sind: jedes verbotene Geschäft, das ohne ordnungsgemäß erteilte Genehmigung oder Ermächtigung der Militärregierung abgeschlossen wird, und alle Übertragungen, Verträge oder andere Vereinbarungen, die vor oder nach dem Tage des Inkrafttretens dieses Gesetzes mit der Absicht vorgenommen oder abgeschlossen sind, die Befugnisse der Militärregierung, die von ihr verfolgten Ziele oder die Rückgabe von Vermögen an die berechtigten Eigentümer zu vereiteln oder zu umgehen.*

## Artikel VI

Widersprüche  
zwischen gesetzlichen Bestimmungen

8. — *Im Falle des Widerspruchs zwischen einem deutschen Gesetz einerseits und diesem Gesetz oder einer dazu erlassenen Anordnung andererseits kommt den letzteren der Vorrang zu. Alle deutschen Gesetze, Verordnungen und Bestimmungen, die Beschlagnahme, Einziehung oder Zwangsverkauf von Vermögen der in Artikel I oder II bezeichneten Art vorsehen, werden durch dieses Gesetz außer Kraft gesetzt.*

## Artikel VII

## Begriffsbestimmungen

9. — *Für die Anwendung dieses Gesetzes gelten die folgenden Begriffsbestimmungen:*

- a) *„Person” bedeutet jede natürliche Person, Personenvereinigung, juristische Person des öffentlichen Rechts oder des Privatrechts sowie jede Regierung einschließlich aller ihrer Gebietskörperschaften und Verwaltungsbezirke, Körperschaften des öffentlichen Rechts, Verwaltungs- und Amtsstellen;*
- b) *„Geschäftliches Unternehmen” bedeutet jede unter a) genannte Person, die eine wirtschaftliche oder geschäftliche Tätigkeit oder eine solche auf dem Gebiet der öffentlichen Wohlfahrt ausübt;*
- c) *„Vermögen” bedeutet jedes bewegliche und unbewegliche Vermögen sowie alle bestehenden oder zukünftigen Rechte und Interessen an oder Ansprüche auf solches Vermögen; der Begriff umfaßt, ist aber nicht beschränkt auf: Grund und Boden, Gebäude, Zahlungsmittel, Beteiligungen, Aktien, gewerbliche Schutzrechte und Urheberrechte, sonstige Urkunden zum Nachweis des Eigentums sowie Wertpapiere, Bankguthaben, Ansprüche, Schuldverschreibungen und andere Urkunden zum Nachweis von Verbindlichkeiten, Kunstgegenstände und andere Kulturgegenstände;*
- d) *„Staatsangehöriger” eines Staates oder einer Regierung bedeutet einen Untertan oder Staatsbürger sowie jede Gesellschaft, Personenvereinigung oder sonstige juristische Person, deren Rechtsfähigkeit auf dem Recht dieses Staates oder dieser Regierung beruht oder die im Gebiet dieses Staates oder dieser Regierung ihre Hauptniederlassung hat;*
- e) *„Deutschland” bedeutet das Gebiet des Deutschen Reichs, wie es am 31. Dezember 1937 bestanden hat.*

## Artikel VIII

## Strafen

10. — *Jede Zuwiderhandlung gegen die Vorschriften dieses Gesetzes wird nach Schuldigsprechung des Täters durch ein Gericht der Militärregierung nach dessen Ermessen mit jeder gesetzlich zulässigen Strafe, einschließlich der Todesstrafe, bestraft.*

## Artikel IX

## Inkrafttreten

11. — *Dieses Gesetz tritt am Tage seiner Verkündung in Kraft.*

IM AUFTRAG DER MILITARREGIERUNG.

## ORDRE GÉNÉRAL NO 1

pris en application de la loi no 52 du Gouvernement Militaire relative au blocage et au contrôle des biens

I. Il est par le présent texte ordonné qu'à partir de la date où a été prononcée par le Gouvernement Militaire la dissolution, la suppression ou la suspension de tous organismes ou de toutes entreprises commerciales, les dispositions de l'article IV de la loi no 52 du Gouvernement Militaire cesseront de s'appliquer à ces organismes ou entreprises commerciales et à leurs biens.

II. Tous les biens de toutes les personnes énumérées ci-dessous sont déclarés par le Gouvernement Militaire, conformément à l'article Ier — 1 alinéas c) et g) de la loi no 52 soumis à toutes les dispositions de cette loi et ne peuvent faire l'objet d'aucune transaction, sinon en vertu d'une licence expressément prévue par la loi no 52 ou délivrée par le Gouvernement Militaire conformément à ce texte:

1. — toutes les personnes qui ont été membres, à quelque moment que ce soit, de l'un des Etats-Majors Généraux, y compris ceux de l'Oberkommando des Heeres, de l'Oberkommando der Kriegsmarine ou de l'Oberkommando der Luftwaffe ou du Corps de l'Etat-Major Général;
2. — les ministres, secrétaires d'état et directeurs de tous les ministères du Reich;
3. — toutes les personnes, à l'exception des employés de bureau, qui ont été, à quelque époque que ce soit depuis le 30 janvier 1933, fonctionnaires de la Chancellerie du Reich, de la Präsidiakanzlei ou du Pressechef der Reichsregierung;
4. — les ministre, adjoint au ministre, secrétaire d'état, directeurs ministériels, chefs et chefs-adjoints des services centraux, services et bureaux du Ministère de l'Armement et de la Production de Guerre, y compris les chefs de tous les Hauptauschüsse et Ringe;
5. — tous les commissaires du Reich, commissaires généraux et inspecteurs généraux;
6. — les ministres des Länder, secrétaires d'état et directeurs ministériels à l'échelon Land;
7. — les présidents de province, gouverneurs du Reich et leurs chefs de service;
8. — les Regierungspräsidenten;
9. — les Landräte;
10. — les Oberbürgermeister;
11. — les chefs de la Jeunesse du Reich (Reichsjugendführer) à quelque époque que ce soit;
12. — le président, les membres du comité de direction (Reichsbankdirektorium), les membres du Beirat et tous les Reichsbankdirektoren du siège social (Berlin) de la Reichsbank (Deutsche Reichsbank); tous les membres des conseils consultatifs locaux (Bezirksbeiräte) et des succursales régionales de la Reichsbank (Hauptstellen, Stellen);
13. — les conseils d'administration et les Vorstände:
  - a) de la Banque d'Escompte de l'Or (Deutsche Golddiskontbank), de la Caisse de Conversion des Dettes Allemandes à l'Etranger (Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden), de la Reichskreditkasse et de l'Office Allemand de Compensation (Deutsche Verrechnungskasse),
  - b) de la Banque Centrale Allemande d'Épargne (Deutsche Girozentrale — Deutsche Kommunalbank),

## ALLGEMEINE ANORDNUNG Nr. 1

zur Durchführung des Gesetzes Nr. 52 der Militärregierung über die Sperre und Kontrolle von Vermögen

I. Es wird hiermit angeordnet, daß die Bestimmungen des Artikels IV des Gesetzes Nr. 52 der Militärregierung auf Organisationen, geschäftliche Unternehmen und deren Vermögen von dem Tage an nicht mehr anzuwenden sind, an dem ihre Auflösung, Abschaffung oder zeitweilige Aufhebung von der Militärregierung ausgesprochen worden ist.

II. Das gesamte Vermögen aller nachstehend aufgeführten Personen wird hiermit von der Militärregierung gemäß Artikel I, 1, Abs. c) und g) des Gesetzes Nr. 52 allen Vorschriften dieses Gesetzes unterworfen; es darf darüber nur auf Grund einer im Gesetz Nr. 52 ausdrücklich vorgesehenen oder von der Militärregierung diesem Gesetz gemäß erteilten Genehmigung verfügt werden:

1. — Alle Personen, die zu irgendeiner Zeit Mitglieder eines der deutschen Generalstäbe, einschließlich der Generalstäbe des Oberkommandos des Heeres, des Oberkommandos der Kriegsmarine oder des Oberkommandos der Luftwaffe oder des Generalstabkorps waren;
2. — die Minister, Staatssekretäre und Ministerialdirektoren aller Reichsministerien;
3. — alle Beamten, mit Ausnahme derjenigen des Bürodienstes, die zu irgendeiner Zeit seit dem 30. Januar 1933 der Reichskanzlei, der Präsidiakanzlei oder der Dienststelle des Pressechefs der Reichsregierung angehört haben;
4. — der Minister, der Chefadjutant, der Staatssekretär, die Ministerialdirektoren, Leiter und stellvertretende Leiter der Abteilungen, Unterabteilungen und Dienststellen des Ministeriums für Rüstung und Kriegsproduktion, einschließlich der Leiter aller Hauptausschüsse und Ringe;
5. — alle Reichskommissare, Reichsbevollmächtigte, Generalbevollmächtigte und Generalinspektoren;
6. — die Minister der Länder, Staatssekretäre und Ministerialdirektoren der Landesregierungen;
7. — die Oberpräsidenten und Reichsstatthalter sowie deren Abteilungsleiter;
8. — die Regierungspräsidenten;
9. — die Landräte;
10. — die Oberbürgermeister;
11. — die Reichsjugendführer zu irgendeiner Zeit;
12. — der Präsident, die Mitglieder des Reichsbankdirektoriums, die Mitglieder des Beirates und alle Reichsbankdirektoren beim Direktorium der Deutschen Reichsbank in Berlin; alle Mitglieder der Bezirksbeiräte, der Hauptstellen und Stellen der Reichsbank;
13. — die Mitglieder des Aufsichtsrats und des Vorstandes
  - a) der Deutschen Golddiskontbank, der Konversionskasse für deutsche Auslandsschulden, der Reichskreditkasse und der Deutschen Verrechnungskasse,
  - b) der Deutschen Girozentrale — Deutschen Kommunalbank,
  - c) der Bank der Deutschen Luftfahrt, der Heeres-Rüstungs-A.-G., der Rüstungskontor-G. m. b. H., der Deutschen Bau- und Boden-Bank, der Deutschen Industrie-Bank, der Deutschen Gesellschaft für öffentliche Arbeiten (Oeffa), der Deutschen Siedlungsbank, der Deutschen Verkehrs-Kredit-Bank,

- c) de la Bank der Deutschen Luftfahrt, de la Heeres-Rüstungs-A.-G., de la Rüstungskontor - G. m. b. H., de la Deutsche Bau- und Boden-Bank, de la Deutsche Industrie-Bank, de la Deutsche Gesellschaft für öffentliche Arbeiten (Oeffa), de la Deutsche Siedlungsbank, de la Deutsche Verkehrs-Kreditbank,
- d) des banques commerciales berlinoises suivantes: les „Six Grandes“: Deutsche Bank, Dresdner Bank, Commerzbank, Reichskreditgesellschaft A.-G., Berliner Handels-Gesellschaft et Bank der Deutschen Arbeit A.-G., ainsi que tous les membres des conseils consultatifs locaux de ces banques,
- e) de la Preussische Staatsbank (Seehandlung), Berlin, ainsi que le président et le vice-président du conseil d'administration et le Vorstand entier de toutes les autres banques commerciales d'Etat;
14. — les commissaires du Reich, le Vorstand et le conseil d'administration de:
- a) la Caisse Centrale Allemande des Coopératives (Deutsche Zentralgenossenschaftskasse),
- b) la Deutsche Rentenbank-Kreditanstalt et la Deutsche Rentenbank;
15. — tous les associés des banques privées suivantes:
- a) Merck, Finck & Co., Munich et Berlin,
- b) Brinckmann, Wirtz & Co., Hambourg,
- c) Pferdenges & Co., Cologne,
- d) J. H. Stein, Cologne,
- e) Delbrück, von der Heydt & Co., Cologne,
- f) Delbrück, Schickler & Co., Berlin,
- g) Burkhardt & Co., Essen,
- h) Eichborn & Co., Breslau et Berlin,
- i) Münchmeyer & Co., Hambourg;
16. — tous les Geschäftsführer de Hardy & Co., G. m. b. H., Berlin;
17. — les présidents et les vice-présidents des conseils d'administration et tous les membres du Vorstand de toutes les banques commerciales non autrement spécifiées dans le présent texte, ayant un capital dépassant 50.000.000 de RM;
18. — les chefs du Reichsausschuss zum Schutze des Deutschen Blutes, de la Reichsstelle für Umsiedlung, du Reichsversicherungsamt, du Reichsarchiv;
19. — tous les fonctionnaires ou officiers des services suivants du Reich:
- a) Service du Délégué du Plan de Quatre Ans et toutes les subdivisions de cet organisme (Beauftragter für den Vierjahresplan),
- b) Haut Commandement des Forces Armées Allemandes (Oberkommando der Wehrmacht — OKW —),
- c) Ministère du Reich de l'Information Publique et de la Propaganda (Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda), ses services nationaux, régionaux et offices détachés,
- d) Ministère de l'Air du Reich (Reichsluftfahrtministerium),
- e) Ministère du Reich des Territoires Occupés de l'Est (Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete),
- f) Ministère du Reich des Affaires Ecclésiastiques (Reichsministerium für kirchliche Angelegenheiten),
- g) Office Européen de la Main-d'Oeuvre (Europaamt für den Arbeitseinsatz),
- d) der folgenden Berliner Kreditbanken — der Großen Sechs —
- Deutsche Bank,
- Dresdner Bank,
- Commerzbank,
- Reichskreditgesellschaft A.-G.,
- Berliner Handels-Gesellschaft,
- Bank der Deutschen Arbeit A.-G.,
- außerdem alle Mitglieder der örtlichen Beiräte dieser Banken,
- e) der Preussischen Staatsbank (Seehandlung), Berlin; auch der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende des Aufsichtsrats und der gesamte Vorstand aller anderen staatlichen Kreditbanken;
14. — die Reichskommissare, der Vorstand und der Aufsichtsrat
- a) der Deutschen Zentralgenossenschaftskasse,
- b) der Deutschen Rentenbank-Kreditanstalt und der Deutschen Rentenbank;
15. — alle Teilhaber der folgenden Privatbanken:
- a) Merck, Finck & Co., München und Berlin,
- b) Brinckmann, Wirtz & Co., Hamburg,
- c) Pferdenges & Co., Köln,
- d) J. H. Stein, Köln,
- e) Delbrück, von der Heydt & Co., Köln,
- f) Delbrück, Schickler & Co., Berlin,
- g) Burkhardt & Co., Essen,
- h) Eichborn & Co., Breslau und Berlin,
- i) Münchmeyer & Co., Hamburg;
16. — alle Geschäftsführer von Hardy & Co., G. m. b. H., Berlin;
17. — die Vorsitzenden u. stellvertretenden Vorsitzenden des Aufsichtsrats und alle Vorstandsmitglieder aller Kreditbanken mit einem Kapital von mehr als 50.000.000 RM im Einzelfalle, die in dieser Anordnung nicht besonders genannt sind;
18. — die Leiter des Reichsausschusses zum Schutz des deutschen Blutes, der Reichsstelle für Umsiedlung, des Reichsversicherungsamts, des Reichsarchivs;
19. — alle Beamten oder Offiziere der folgenden Reichsbehörden und Stellen:
- a) Amt des Beauftragten für den Vierjahresplan und alle seine Unterabteilungen,
- b) Oberkommando der Wehrmacht — OKW —,
- c) Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda und dessen Reichsämtler, Zweigstellen und nachgeordnete Dienststellen,
- d) Reichsluftfahrtministerium,
- e) Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete,
- f) Reichsministerium für kirchliche Angelegenheiten,
- g) Europaamt für den Arbeitseinsatz,
- h) Reichsstelle für Raumordnung,

- h) Office du Reich pour l'Aménagement du Territoire (Reichsstelle für Raumordnung),
- i) Office du Reich de Répartition des Populations (Reichsstelle für Umsiedlung),
- j) Académie de Droit Allemand (Akademie für das Deutsche Recht),
- k) Académie Allemande (Deutsche Akademie, München),
- l) chambres du Reich des médecins, des vétérinaires, des dentistes, des pharmaciens (Reichs-Ärzte-, -Tierärzte-, -Zahnärzte- und -Apotheker-Kammern),
- m) Office des Forêts (Amt für Forstwirtschaft),
- n) Office des Brevets du Reich (Reichspatentamt);
20. — tous les membres de chaque Reichstag allemand depuis le 1er janvier 1934;
21. — les commissaires du Reich au Travail (Reichstreuhand der Arbeit);
22. — les fonctionnaires suivants du Service du Ravitaillement du Reich (Reichsnährstand) et leurs adjoints, tous les Bauernführer, depuis et y compris l'échelon Kreis et au-dessus; présidents des unions centrales (Hauptvereinigungen), des associations régionales (Wirtschaftsverbände), des associations de district ou locales (Unterverbände), présidents des offices provinciaux de ravitaillement (Landesernährungsämter) et des offices de ravitaillement des cercles (Ernährungsämter);
23. — tous les recteurs et curateurs d'université, nommés depuis le 30 janvier 1933, y compris les directeurs de toutes les institutions ayant le rang d'université (Hochschulen);
24. — les membres de la Cour Suprême (Reichsgericht), du Tribunal du Peuple (Volksgericht), du Reichsverwaltungsgericht, du Reichskriegsgericht, du Reichserbhofgericht, du Reichsarbeitsgericht, du Reichsehrengerichtshof, de l'Oberstes Fideikommissgericht, de l'Oberpräsenhof;
25. — les membres des Cours d'Appel (Oberlandesgerichte);
26. — les procureurs généraux et procureurs (Oberreichsanwälte, Generalstaatsanwälte et Oberstaatsanwälte);
27. — tous les membres des SS, tous les officiers et sous-officiers des Waffen-SS et des SA ayant au moins le grade d'Unterscharführer;
28. — les fonctionnaires et officiers (des deux sexes) de la Jeunesse Hitlérienne ayant au moins le grade de Stammführer ou de Mädleringführerin;
29. — les fonctionnaires et officiers de la N. S. D. A. P. ayant au moins le grade d'Ortsgruppenleiter, directeurs, fonctionnaires et officiers de tout organisation, institution, département, service, bureau et autre entité constituant un élément de, attaché à, affilié à, ou de quelque manière que ce soit contrôlé ou administré par toute organisation figurant sur la liste annexée à la loi n° 2 du Conseil de Contrôle, ainsi que de l'un quelconque des services suivants de la NSDAP. :
- a) Comité du Reich du Service de la Santé Publique (Reichsausschuß für Volksgesundheitsdienst),
- b) Office des Sports du Reich (Reichssportamt),
- c) Office Généalogique du Reich (Reichssippenamt),
- d) Académie d'Etat pour la Race et la Santé (Staatsakademie für Rassen- und Gesundheitspflege, Dresden),
- e) toutes les maisons d'édition et imprimeries appartenant à ou contrôlées par la NSDAP., telles que la Phoenix G. m. b. H., l'Eher-Verlag et toutes les entreprises qui leur appartiennent ou qu'elles contrôlent,
- i) Reichsstelle für Umsiedlung,
- j) Akademie für das Deutsche Recht,
- k) Deutsche Akademie, München,
- l) Reichs-Ärzte-, -Tierärzte-, -Zahnärzte- und -Apotheker-Kammern,
- m) Amt für Forstwirtschaft,
- n) Reichspatentamt;
20. — alle Mitglieder jedes Deutschen Reichstags seit dem 1. Januar 1934;
21. — die Reichstreuhand der Arbeit;
22. — die folgenden Amtsträger des Reichsnährstandes und ihre Stellvertreter: alle Bauernführer im Rang eines Kreisbauernführers und in einem höheren Rang, Vorsitzende der Hauptvereinigungen, Wirtschaftsverbände und Kreisverbände oder örtlichen Unterverbände, Leiter der Landes-(Provinzial-)Ernährungsämter und Ernährungsämter;
23. — alle Universitätsrektoren und -kuratoren, die seit dem 30. Januar 1933 ernannt worden sind, einschließlich der Leiter aller Anstalten, die mit den Universitäten auf gleicher Stufe stehen (Hochschulen);
24. — die Mitglieder des Reichsgerichts, Volksgerichts, Reichsverwaltungsgerichts, Reichskriegsgerichts, Reichserbhofgerichts, Reichsarbeitsgerichts, Reichsehrengerichtshofs, Obersten Fideikommissgerichts, Oberpräsenhofs;
25. — die Mitglieder der Oberlandesgerichte;
26. — die Oberreichsanwälte, Generalstaatsanwälte und Oberstaatsanwälte;
27. — alle Mitglieder der SS; alle Offiziere und Unteroffiziere der Waffen-SS und SA vom Unterscharführer aufwärts;
28. — die männlichen und weiblichen Beamten und Offiziere der Hitler-Jugend vom Stammführer und von der Mädleringführerin aufwärts;
29. — die Beamten und Offiziere der NSDAP vom Ortsgruppenleiter aufwärts; Direktoren, Beamte und Offiziere irgendeiner Organisation, Einrichtung, Abteilung, Dienststelle, Amtsstelle oder einer anderen Einheit, die einen Teil einer der auf der Liste im Anhang zum Gesetz Nr. 2 des Kontrollrats aufgeführten Organisationen bildet, ihr angegliedert oder angeschlossen ist oder in irgendeiner Weise von ihr überwacht oder betreut wird, sowie der folgenden Stellen der NSDAP.:
- a) Reichsausschuß für Volksgesundheitsdienst,
- b) Reichssportamt,
- c) Reichssippenamt,
- d) Staatsakademie für Rassen- und Gesundheitspflege, Dresden,
- e) alle Verlagshäuser und Druckereien, die der NSDAP gehören oder von ihr abhängig sind, wie die Phoenix-G. m. b. H., der Eher-Verlag und alle Unternehmen, die ihnen gehören oder von ihnen abhängig sind,
- i) — Verband Deutscher Vereine im Ausland (VDVA),
- g) Kameradschaft USA,
- h) Ibero-Amerikanisches Institut,
- j) Weltdienst,
- j) Reichssicherheitshauptamt,
- k) Hauptamt für Haushalt und Bauten,

- f) Union des Associations Allemandes à l'Étranger (Verband deutscher Vereine im Ausland — V. D. V. A. —),
- g) Fraternité U.S.A. (Kameradschaft USA),
- h) Institut Ibero-Américain (Ibero-Amerikanisches Institut),
- i) Service Mondial (Weltdienst),
- j) Office Principal de la Sécurité du Reich (Reichssicherheits-hauptamt),
- k) Office Principal des Budgets et Bâtiments (Hauptamt für Haushalt und Bauten),
- l) Office Principal d'Administration et d'Économie (Hauptamt für Verwaltung und Wirtschaft),
- m) Camp de Communauté, „Hanns Kerrl“ (Gemeinschaftslager Hans Kerrl),
- n) Association Allemande Fichte (Deutscher Fichte-Bund),
- o) les SA (Sturmabteilungen) et toutes les formations, subdivisions et organisations affiliées qui en dépendent, y compris la SA-Wehrmannschaft ou centres d'entraînement pré-militaires,
- p) NS-Kraftfahrerkorps (NSKK ou Corps Motorisé),
- q) NS-Fliegerkorps (NSFK ou Corps Aérien),
- r) Jeunesse Hitlérienne (Hitler-Jugend ou HJ) et organisations subsidiaires,
- s) Mouvement Chrétien Allemand (Deutsche Christenbewegung),
- t) Mouvement Néo-Payen (Deutsche Glaubensbewegung),
- u) Technische Nothilfe (TN ou TENO),
- v) Volksdeutsche Bewegung ;
30. — toute personne qui a servi hors d'Allemagne la Deutsche Lufthansa A.-G., à quelque époque que ce soit depuis le 1er avril 1933, et tout fonctionnaire ou officier qui l'a servie en Allemagne à partir de cette même date ;
31. — les présidents et directeurs de police et tous les officiers de police ayant au moins le grade de colonel ;
32. — tous les membres de la Police de Sécurité (Sicherheitspolizei), de la Police Secrète (Gestapo), du Service de Sécurité (Sicherheitsdienst) et de la Police Frontalière (Grenzpolizei) ;
33. — a) les fonctionnaires du Front du Travail Allemand (DAF), y compris Kraft durch Freude, ayant au moins le grade de Kreisobmann,
- b) les officiers (des deux sexes) du Service du Travail Allemand (RAD) ayant au moins le grade d'Arbeitsführer ;
34. — les fonctionnaires civils et militaires ayant le grade de capitaine ou assimilé, ou de grade supérieur appartenant à l'administration allemande des territoires occupés et toutes les personnes qui ont agi comme représentants de la NSDAP. dans les territoires occupés pour autant qu'elles n'ont pas été autrement mentionnées dans le présent texte ;
35. — les chefs, les directeurs, les présidents et leurs adjoints de la Chambre Économique Nationale, des Reichsgruppen, des groupes de transport du Reich (Reichsverkehrsgruppen), des Wirtschaftsgruppen, des chambres économiques des Gaue et des chambres économiques rattachées ;
36. — les officiers responsables de l'Organisation Todt ;
37. — tous les Wehrwirtschaftsführer ;
- l) Hauptamt für Verwaltung und Wirtschaft,
- m) Gemeinschaftslager Hanns Kerrl,
- n) Deutscher Fichte-Bund,
- o) SA (Sturmabteilungen) und alle ihre Gliederungen, Unterabteilungen und angeschlossenen Organisationen, einschließlich der SA-Wehrmannschaft oder für den Wehrdienst vorbereitende Übungsgruppen,
- p) NS-Kraftfahrerkorps — NSKK —,
- q) NS-Fliegerkorps — NSFK —,
- r) Hitler-Jugend — HJ — und zugehörige Organisationen,
- s) Deutsche Christen-Bewegung,
- t) Deutsche Glaubens-Bewegung,
- u) Technische Nothilfe — TN oder TENO —,
- v) Volksdeutsche Bewegung ;
30. — jede Person, die zu irgendeiner Zeit seit dem 1. April 1933 außerhalb Deutschlands im Dienst oder Auftrag der Deutschen Lufthansa A.-G. tätig war, und jeder Beamte oder Offizier, der zu irgendeiner Zeit seit dem 1. April 1933 in Deutschland in ihrem Dienst oder Auftrag, tätig war ;
31. — die Polizeipräsidenten und Polizeidirektoren und alle Polizeioffiziere vom Oberst aufwärts ;
32. — alle Mitglieder der Sicherheitspolizei, der Geheimen Staatspolizei (Gestapo), des Sicherheitsdienstes und der Grenzpolizei ;
33. — a) die Beamten der Deutschen Arbeitsfront einschließlich „Kraft durch Freude“ vom Kreisobmann aufwärts.
- b) die männlichen und weiblichen Beamten des Reichsarbeitsdienstes — RAD — mit dem Rang eines Arbeitsführers oder einem höheren Dienstrang ;
34. — die Zivil- und Militärbeamten mit dem Rang eines Hauptmanns oder einem anderen gleichstehenden oder höheren Rang in der deutschen Verwaltung der besetzten Länder und alle Personen, die als Vertreter der NSDAP in den besetzten Ländern tätig gewesen sind, soweit sie nicht in dieser Anordnung an anderer Stelle erwähnt sind ;
35. — die Leiter, Vorsitzenden und Präsidenten sowie ihre Stellvertreter der Reichswirtschaftskammer, der Reichsgruppen, Reichsverkehrsgruppen, Wirtschaftsgruppen, Gauwirtschaftskammern und angeschlossenen Wirtschaftskammern ;
36. — die verantwortlichen Offiziere der Organisation Todt ;
37. — alle Wehrwirtschaftsführer ;
38. — der Vorsitzende und alle anderen Beamten des Werberats der Deutschen Wirtschaft und der ihm angehörenden Organisationen ;
39. — alle Geschäftsführer und sonstigen zur Vertretung oder Verwaltung berufenen Personen der Reichsrundfunk-G. m. b. H. und des Deutschen Nachrichtenbüros ;
40. — alle Leiter, Direktoren und Beamte der Deutschen Umsiedlungs-Treuhand-G. m. b. H. ;
41. — die Präsidenten, Vizepräsidenten und Sekretäre der Reichskulturkammer, jeder ihr untergeordneten Kammer und die Abteilungsleiter jeder ihr untergeordneten Kammer ;
42. — die Herausgeber, Schriftleiter, Direktoren und alle sonstigen zur Vertretung oder Verwaltung berufenen Personen aller Zeitungen, Zeitschriften und sonstigen der Verbreitung von Nachrichten dienenden Unternehmen, die der NSDAP

38. — le président et tous les autres fonctionnaires du Werberat der Deutschen Wirtschaft et de ses organisations constitutives;
39. — tous les directeurs et hauts fonctionnaires de la Reichsrundfunk G. m. b. H. et du Deutsches Nachrichten-Büro ;
40. — tous les directeurs, administrateurs et fonctionnaires de la Deutsche Umsiedlungs-Treuhand G. m. b. H. ;
41. — les présidents, vice-présidents et secrétaires de la Reichskulturkammer, ainsi que de chaque chambre subordonnée, et les chefs des sections de ces dernières ;
42. — les rédacteurs en chef, les rédacteurs, les directeurs et tous autres dirigeants de tous les journaux, magazines et autres organes chargés de la diffusion des nouvelles appartenant à ou contrôlés par la N. S. D. A. P. ou organisation, institution, département, service, bureau ou autre entité constituant un élément de, rattaché à, affilié à ou contrôlé par la N. S. D. A. P. ;
43. — tous les Amtsleiter et fonctionnaires d'un rang plus élevé de la Reichspropagandaleitung ;
44. — les personnes autres que celles mentionnés ci-dessus qui ont accepté les distinctions nazies des Blutorden, Ehrensold ou Ehrendolch ;
45. — toutes les personnes révoquées de leur emploi ou de leur poste, public ou privé, ou arrêtées et détenues par les forces militaires ou le Gouvernement Militaire et toutes les personnes suspendues de leur emploi ou de leur poste, public ou privé, par le Gouvernement Militaire, pendant la durée de leur suspension, qu'elles figurent ou non sur les listes ci-dessus.

III. Les dispositions du présent texte s'appliquent :

1. — à toutes personnes qui, à quelque époque ce soit depuis le 31 décembre 1937, ont occupé de tels postes et aux mandataires même occultes de l'une quelconque d'entre elles ;
2. — aux successeurs, remplaçants ou mandataires même occultes des agences, organismes et autres entités susmentionnées.

IV. Tel qu'il est employé ici en ce qui concerne toute société anonyme (Aktiengesellschaft — A.-G.) toute association déclarée (eingetragener Verein — e. V.) et toute société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung — G. m. b. H.), le terme „fonctionnaire“ désigne tout individu, qu'il soit officier ou non, ayant pouvoir, soit individuellement, soit conjointement avec d'autres, d'engager n'importe quel organisme susmentionné, ou de signer pour lui ou pour son compte (tels que Aufsichtsratsmitglieder, Geschäftsführer, Vorstandsmitglieder ou Prokuristen) ; en ce qui concerne les administrations publiques, le terme „fonctionnaire“ ou „officier“ désignera tous les chefs de services, bureaux, sections, ou autres unités de l'organisation.

V. Tous administrateurs, curateurs, fonctionnaires ou autres personnes ayant la possession, la garde ou le contrôle de tout bien visé ci-dessus sont tenus de se conformer à la loi No 52 du Gouvernement Militaire.

PAR ORDRE DU GOUVERNEMENT MILITAIRE.

LICENCE GÉNÉRALE No 1

accordée en vertu de la loi no 52 du Gouvernement Militaire relative au blocage et au contrôle des biens

1. — Une licence générale est accordée à toute personne physique résidant en territoire allemand occupé, dont les biens sont bloqués conformément à la loi n° 52 du Gouvernement Militaire, l'autorisant à effectuer ou ordonner le transfert ou le retrait de tous ses comptes ouverts dans des établissements financiers, de sommes pouvant être

gehören oder von ihr abhängig sind oder irgendeiner Organisation, Abteilung, Geschäftsstelle, Einrichtung oder sonstigen Einheit, die zur NSDAP gehört, ihr angeschlossen oder von ihr abhängig ist oder betreut wird;

43. — alle Amtsleiter und ranghöheren Beamten der Reichspropagandaleitung;
44. — alle Personen, die in dieser Anordnung nicht genannt sind und die nationalsozialistische Auszeichnungen Blutorden, Ehrensold oder Ehrendolch angenommen haben;
45. — alle aus ihrem Amt oder ihrer Stellung öffentlicher oder privater Art entlassenen oder von den militärischen Streitkräften oder der Militärregierung verhafteten und in Gewahrsam genommenen Personen sowie alle ihrer Ämter oder Stellungen öffentlicher oder privater Art zeitweilig enthobenen Personen für die Dauer der Enthebung, ohne Rücksicht darauf, ob sie oben aufgeführt sind oder nicht.
- III. 1. — Die Aufstellung der vorgenannten Personen schließt alle diejenigen ein, die Posten der vorstehend bezeichneten Art gegenwärtig innehaben oder sie zu irgendeinem Zeitpunkt seit dem 31. Dezember 1937 innehalten, sowie alle Personen, die als ihre Platzhalter (Strohleute) bestellt waren.
2. — Die Aufstellung der oben aufgeführten Stellen, Organisationen und anderen Verbände soll auch alle ihre Nachfolge-, Ersatz- und Tochterstellen, -organisationen und sonstige derartige Verbände einschließen.

IV. Das Wort „Beamter“, soweit es in dieser Anordnung im Zusammenhang mit Aktiengesellschaften (A.-G.), eingetragenen Vereinen (e. V.) und Gesellschaften mit beschränkter Haftung (G. m. b. H.) gebraucht wird, soll alle Personen einschließen, die, ohne Rücksicht darauf, ob sie eine Amtsstellung innehaben oder nicht, entweder einzeln oder gemeinsam ermächtigt sind, Verbindlichkeiten zu Lasten des Vereins oder der Gesellschaft einzugehen oder in deren Namen oder Auftrag zu zeichnen (z. B. Aufsichtsratsmitglieder, Geschäftsführer, Vorstandsmitglieder oder Prokuristen); im Zusammenhang mit Verwaltungsabteilungen oder Dienststellen sollen die Worte „Beamter“ oder „Offizier“ alle Leiter von Abteilungen, Unterabteilungen, Ämtern oder anderen ähnlichen organisatorischen Einheiten einschließen.

V. Alle Verwalter, Pfleger, Beamte oder andere Personen, die Vermögen der vorerwähnten Art in Besitz, Gewahrsam oder Kontrolle haben, sind verpflichtet, den Vorschriften des Gesetzes Nr. 52 der Militärregierung Folge zu leisten.

IM AUFTRAG DER MILITARREGIERUNG.

ALLGEMEINE GENEHMIGUNG Nr. 1

erteilt auf Grund des Gesetzes Nr. 52 der Militärregierung über die Sperre und Kontrolle von Vermögen

1. — Jeder natürlichen Person, die ihren Wohnsitz im besetzten deutschen Gebiet hat und deren Vermögen auf Grund des Gesetzes Nr. 52 der Militärregierung gesperrt ist, wird eine allgemeine Genehmigung erteilt, von allen ihren Konten bei finanziellen Unternehmen Geldbeträge zu überweisen oder abzuheben oder Aufträge zur Überweisung oder Abhebung zu erteilen, insoweit als dies für

nécessaires pour assurer son entretien personnel et celui des autres membres de son foyer, sous réserve :

a) que le total de tous ces transferts, retraits ou ordres donnés à cette fin ne dépassera pas la somme de 200 RM. par mois légal des sommes n'excédant pas 50 RM. par personne et par mois légal pouvant être prélevées en sus pour chaque autre membre du foyer du titulaire du compte et ce, jusqu'à concurrence d'un total de 100 RM. pour tous les autres membres de ce foyer, de telle sorte que le maximum des prélèvements mensuels ne dépassera pas au total 300 RM. par foyer et par mois légal ;

b) que les paiements, transferts et retraits d'un compte dont le titulaire est arrêté ou détenu de quelque façon que ce soit par le Gouvernement Militaire, ne seront faits qu'à un autre membre du foyer du titulaire du compte, et sous aucun prétexte au titulaire lui-même.

2. — Aucun établissement financier n'autorisera un paiement, transfert ou retrait en vertu de la présente licence générale, s'il sait ou s'il a motif de supposer que les opérations en question ne sont pas conformes aux termes et conditions de cette licence générale.

3. — Aux termes de la présente licence, le mot „foyer" désignera la personne physique qui possède ou administre le compte bloqué et toutes les autres personnes ayant des liens de dépendance économique et résidant avec elle.

PAR ORDRE DU GOUVERNEMENT MILITAIRE.

#### LICENCE GÉNÉRALE No 2

accordée en vertu de la loi n° 52 du Gouvernement Militaire relative au blocage et au contrôle des biens

1. — Une licence générale est accordée en vue d'autoriser les versements et transferts aux comptes tenus par les établissements financiers allemands et bloqués en application de la loi n° 52 du Gouvernement Militaire, sous réserve :

a) que ces transactions ne soient pas interdites par une loi autre que la loi n° 52 du Gouvernement Militaire ;

b) que ces versements ou transferts ne soient pas effectués par une personne dont les biens sont bloqués ou à son profit ou par prélèvement sur ses biens ; toutefois, le titulaire d'un compte dont les biens sont bloqués peut déposer à son propre compte dans un établissement financier des valeurs qu'il détient par ailleurs ;

c) que la présente licence ne soit pas interprétée comme autorisant le versement ou le transfert à un compte bloqué autre que celui de la personne qui est l'ultime bénéficiaire de ce versement ou transfert.

2. — La présente licence ne peut pas être utilisée pour autoriser ou effectuer un versement ou un transfert constituant une partie d'une transaction qui ne peut être réalisée sans que soit accordée une autre licence.

PAR ORDRE DU GOUVERNEMENT MILITAIRE.

ihren eigenen Lebensunterhalt und den Lebensunterhalt der anderen Mitglieder ihres Haushaltes notwendig ist, mit dem Vorbehalt,

a) daß der Gesamtbetrag aller dieser Überweisungen, Abhebungen oder Aufträge dazu den Betrag von 200 RM im Kalendermonat nicht übersteigt, mit der Maßgabe, daß zusätzliche Beträge von höchstens 50 RM im Kalendermonat für jedes andere Mitglied des Haushaltes des Kontoinhabers abgehoben werden dürfen, wobei der Gesamtbetrag für alle anderen Mitglieder des Haushaltes 100 RM nicht übersteigen darf, sodaß ein Höchstbetrag von 300 RM für jeden Haushalt und Kalendermonat nicht überschritten wird;

b) daß Zahlungen, Überweisungen und Abhebungen von einem Konto, das im Namen einer von der Militärregierung in Haft oder anderen Gewahrsam genommenen Person geführt wird, nur an ein anderes Mitglied des Haushaltes dieser Person und keinesfalls an diese Person selbst vorgenommen werden dürfen.

2. — Kein finanzielles Unternehmen darf irgendwelche Zahlungen, Überweisungen oder Abhebungen auf Grund dieser Allgemeinen Genehmigung zulassen, wenn ihm bekannt ist oder Grund zu der Annahme besteht, daß diese Verfügungen nicht mit den Vorschriften und Bedingungen dieser Allgemeinen Genehmigung im Einklang stehen.

3. — Das Wort „Haushalt" bedeutet in diesem Zusammenhang die natürliche Person, der das Eigentum an dem gesperrten Konto oder die Verfügung darüber zusteht, und alle anderen wirtschaftlich von ihr abhängigen Personen, die bei ihr wohnen.

IM AUFTRAG DER MILITÄRREGIERUNG.

#### ALLGEMEINE GENEHMIGUNG Nr. 2

erteilt auf Grund des Gesetzes Nr. 52 der Militärregierung über die Sperre und Kontrolle von Vermögen

1. — Eine allgemeine Genehmigung zur Vornahme von Zahlungen und Überweisungen auf Konten bei deutschen finanziellen Unternehmen, die auf Grund des Gesetzes Nr. 52 der Militärregierung gesperrt sind, wird mit dem Vorbehalt erteilt:

a) daß diese Geschäfte lediglich durch das Gesetz Nr. 52 der Militärregierung für verboten erklärt sind;

b) daß diese Zahlungen oder Überweisungen nicht von oder für Rechnung von oder aus dem Vermögen einer Person vorgenommen werden, deren Vermögen gesperrt ist; jedoch darf der Inhaber eines Kontos, dessen Vermögen gesperrt ist, sein Vermögen, das sich außerhalb eines finanziellen Unternehmens befindet, auf sein eigenes Konto bei einem finanziellen Unternehmen hinterlegen;

c) daß diese Genehmigung nicht zur Vornahme von Zahlungen oder Überweisungen auf ein anderes gesperrtes Konto als dasjenige des endgültig Berechtigten ermächtigt.

2. — Auf Grund dieser Genehmigung dürfen Zahlungen oder Überweisungen, die zu einem Geschäft gehören, für das eine weitere Genehmigung erforderlich ist, nicht genehmigt oder vorgenommen werden.

IM AUFTRAG DER MILITÄRREGIERUNG.

## LICENCE GÉNÉRALE No 3

accordée en vertu de la loi n° 52 du Gouvernement Militaire relative au blocage et au contrôle des biens

Une licence générale est accordée autorisant tout Kreis ou toute commune à effectuer en territoire allemand occupé toutes transactions entrant dans le cadre de ses opérations normales, sous réserve que ces transactions ne soient pas interdites par une loi autre que la loi No 52 du Gouvernement Militaire, et que ce Kreis ou cette commune ne se livre à aucune transaction extraordinaire qui, directement ou indirectement, diminueraient d'une manière appréciable ou mettraient en péril ses avoirs ou qui, de toute autre manière, affecteraient dangereusement sa situation financière.

PAR ORDRE DU GOUVERNEMENT MILITAIRE.

## LICENCE GÉNÉRALE No 4

accordée en vertu de la loi n° 52 du Gouvernement Militaire relative au blocage et au contrôle des biens

Une licence générale est accordée en vue d'effectuer, à l'intérieur d'une banque ou d'une banque à l'autre, des transferts de crédit d'un compte bloqué en application de la loi n° 52 du Gouvernement Militaire.

- a) au compte du Reich allemand ou des Länder, Provinces, Landkreise, Stadtkreise, Gemeinden ou autres subdivisions politiques ou services publics, pour le paiement des impôts, taxes ou autres droits et obligations exigibles ;
- b) en paiement des primes d'assurances sociales exigibles.

PAR ORDRE DU GOUVERNEMENT MILITAIRE.

## LICENCE GÉNÉRALE No 5

accordée en vertu de la loi n° 52 du Gouvernement Militaire relative au blocage et au contrôle des biens

Une licence générale est accordée à toute institution en territoire allemand occupé, consacrée au culte, pour effectuer toutes transactions qui entrent dans le cadre de son activité normale, mais sont interdites par la loi No 52 du Gouvernement Militaire, sous réserve :

- a) que ces transactions ne soient pas interdites par une loi autre que la loi n° 52 du Gouvernement Militaire ;
- b) qu'il ne s'agisse pas d'une transaction effectuée par ou pour le compte de tous services, organisations, personnes ou autres entités mentionnés dans l'ordre général n° 1 ;
- c) qu'il ne s'agisse pas de l'achat, de la vente ou du transfert de droits immobiliers ;
- d) que l'institution intéressée ne s'engage dans aucune transaction qui, directement ou indirectement, diminueraient d'une manière appréciable ou mettraient en péril ses biens, ou leur porteraient, de toute autre manière, un préjudice quelconque.

PAR ORDRE DU GOUVERNEMENT MILITAIRE.

## ALLGEMEINE GENEHMIGUNG Nr. 3

erteilt auf Grund des Gesetzes Nr. 52 der Militärregierung über die Sperre und Kontrolle von Vermögen

Jedem Kreis oder jeder Gemeinde wird eine allgemeine Genehmigung erteilt, alle Rechtsgeschäfte im besetzten deutschen Gebiet vorzunehmen, die für gewöhnlich zu ihrem normalen Aufgabenkreis gehören, vorausgesetzt, daß diese Geschäfte lediglich durch das Gesetz Nr. 52 der Militärregierung für verboten erklärt sind und daß dieser Kreis oder diese Gemeinde keine außergewöhnlichen Geschäfte vornehmen, die unmittelbar oder mittelbar ihr Vermögen wesentlich verringern oder gefährden oder ihre finanzielle Lage in sonstiger Weise nachteilig beeinflussen würden.

IM AUFTRAG DER MILITARREGIERUNG.

## ALLGEMEINE GENEHMIGUNG Nr. 4

erteilt auf Grund des Gesetzes Nr. 52 der Militärregierung über die Sperre und Kontrolle von Vermögen

Eine allgemeine Genehmigung wird erteilt für Überweisungen im Verkehr innerhalb oder zwischen Kreditinstituten von Konten, die auf Grund des Gesetzes Nr. 52 der Militärregierung gesperrt sind,

- a) auf Konten des Deutschen Reichs oder der Länder, Provinzen, Landkreise, Stadtkreise, Gemeinden oder anderer Gebietskörperschaften, Verwaltungsbezirke oder Verwaltungs- und Amtsstellen zum Zwecke der Zahlung von fälligen Steuern und anderen Abgaben, Gebühren und ähnlichen Verpflichtungen,
- b) Zum Zwecke der Zahlungen von fälligen Sozialversicherungsprämien.

IM AUFTRAG DER MILITARREGIERUNG.

## ALLGEMEINE GENEHMIGUNG Nr. 5

erteilt auf Grund des Gesetzes Nr. 52 der Militärregierung über die Sperre und Kontrolle von Vermögen

Jeder Anstalt im besetzten deutschen Gebiet, die dem Gottesdienst gewidmet ist, wird eine allgemeine Genehmigung erteilt, alle Rechtsgeschäfte vorzunehmen, die zu ihrem normalen Aufgabenkreis gehören, aber durch das Gesetz Nr. 52 der Militärregierung für verboten erklärt sind, mit dem Vorbehalt,

- a) daß diese Geschäfte lediglich durch das Gesetz Nr. 52 der Militärregierung für verboten erklärt sind;
- b) daß es sich nicht um Rechtsgeschäfte handelt, die von oder für Rechnung von Amtsstellen, Organisationen, Personen oder anderen in der Allgemeinen Anordnung Nr. 1 erwähnten Einheiten vorgenommen werden;
- c) daß es sich nicht um den Kauf, den Verkauf von oder die sonstige Verfügung über Grundbesitz handelt;
- d) daß die betreffende Anstalt keine Geschäfte vornimmt, die unmittelbar oder mittelbar ihr Vermögen wesentlich verringern oder gefährden oder sonstige Nachteile für ihr Vermögen zur Folge haben würden.

IM AUFTRAG DER MILITARREGIERUNG.

## BERICHTIGUNG

(nur deutscher Text)

In der Verfügung Nr. 30 des Commandant en Chef vom 5. Dezember 1946 über Heranziehung und Verwendung von Arbeitskräften aus den Reihen der der Direction des Personnes Déplacées unterstehenden Personen (Journal Officiel Nr. 53 Seite 545) muß es in Artikel 4 Absatz 2 Zeile 3 anstatt

heißen:

„unter Bezug“

„unter Abzug“.

520 BERGHAUSEN  
EING. 15. APR. 1911

BAD. GEB. VERS. ANST.  
Eing. 12 MRZ 1947